

2021-2022 : années vérité de l'économie turque

Par Henri-Louis Védie

Résumé

Cette étude concerne l'économie de la Turquie entre 1960 et 2020. Sur cette longue période, deux indicateurs ont été privilégiés : le taux de croissance et le taux d'inflation, analysant leur évolution, mettant en évidence un « avant Erdogan » et un « après Erdogan ».

Un « avant Erdogan », entre 1960 et 2003 tout d'abord. Entre 1960 et 2003, les taux de croissance et les taux d'inflation sont très irréguliers, parfois négatifs pour le taux de croissance, mais pouvant aussi dépasser 100% pour le taux d'inflation. Un « après Erdogan », à partir de 2003 comme Premier ministre, puis à partir de 2014 comme président de la république. Cette période est marquée par une amélioration spectaculaire de l'économie du pays jusqu'en 2017, avec des taux de croissance plus réguliers, souvent compris entre 8 et 10%, et des taux d'inflation inférieurs en moyenne à 10%. A partir de 2018, la situation se dégrade dans le domaine de l'inflation, mais la croissance reste positive, malgré la pandémie de la Covid-19 » (I).

La seconde partie de l'étude est consacrée à l'économie turque sous la présidence Erdogan. Elle concerne, donc, l'économie turque à partir de 2014. Outre l'évolution du taux de croissance et du taux d'inflation, sont analysés l'évolution du taux de chômage, du taux d'endettement, du déficit budgétaire et du solde des comptes courants du pays sur la période. Leur analyse confirme globalement la tendance générale constatée à partir de 2013, mais mettent en évidence aussi une situation qui commence à se dégrader dès 2018, avant la pandémie, pour montrer ensuite une résilience certaine à la crise (II).

Cette période rappelle aussi que si la croissance est une condition nécessaire au développement, elle n'en est pas pour autant une condition suffisante. Dans le cadre de l'économie turque, cette croissance est le fait d'une politique totalement assumée du président Erdogan, celle de la faire reposer sur un soutien à l'économie à partir d'un crédit bon marché, quelles qu'en soient les conséquences sur l'inflation, l'emploi et le cours de la monnaie nationale. 2021 et 2022 vont être les années vérité de l'économie turque.

Cette étude est consacrée à l'économie de la Turquie entre 1960-2020. Condition préalable à toute analyse, il nous est apparu opportun et nécessaire de rappeler, dans cette introduction, quelques données générales indispensables, souvent liées à son évolution économique: à savoir des données géographiques et géopolitiques, d'une part, et des données générales de son économie et de sa démographie, d'autre part.

Données géographiques et géopolitiques tout d'abord. La Turquie, pays une fois et demie la France en superficie, est un pays transcontinental aux confins de l'Asie et de l'Europe. Comme le rappelle la carte 1 ci jointe, elle a des frontières communes avec 8 Etats : la Géorgie et l'Arménie à l'est-nord est, l'Azerbaïdjan et l'Iran à l'est, l'Irak et la Syrie. à l'est sud est, la Grèce et la Bulgarie à l'ouest, nord ouest.

Carte 1 : carte de la Turquie.



Comme le montre également cette carte, si une partie de son territoire est en Europe, l'essentiel est en Asie /97 % de son territoire/ où capitale/Ankara/, la capitale historique, étant en Europe/Istanbul, appelée Byzance jusqu'en 330 renommée Constantinople jusqu'en 1930. Enfin, sur le plan maritime la Turquie est bordée par la mer Noire au nord, par la mer Egée à l'ouest et par la mer Méditerranée au sud-ouest. Depuis toujours, cette situation fait de la Turquie un pays géostratégique de premier plan, carrefour depuis toujours de nombreux axes à destination de la Russie, du Moyen Orient, des Balkans, et aujourd'hui point de passage obligé d'oléoducs importants. Depuis 2002, l'activité diplomatique de

la Turquie s'est accélérée, développant son réseau diplomatique à marche forcée. Ce qui est aussi un moyen de résoudre des situations conflictuelles, anciennes et récentes.

Parmi les situations conflictuelles anciennes qui perdurent, on rappellera celles qui lient la Turquie à la Grèce, à Chypre, à l'Arménie, à la Syrie et à l'Irak. On ne peut dissocier celles de la Grèce et de Chypre. De tout temps, les relations avec la Grèce ont été difficiles et Chypre y est pour beaucoup. Depuis déjà 1974, la Turquie occupe 37% de l'île, sur un territoire autoproclamé en 1983 « République turque de Chypre », refusant depuis de reconnaître la République de Chypre et d'appliquer à cette dernière le protocole d'Ankara de 2005. Ce conflit qui perdure rend les relations avec la Grèce plus difficiles. Et la visite du président Erdogan, en décembre 2017, première visite d'un président turc depuis 65 ans, n'a guère changé les choses. Avec l'Arménie, la Turquie a fermé sa frontière depuis 1993, date de l'occupation arménienne du Haut Karabakh. Et là encore les tentatives de normalisation n'ont à ce jour, pas abouti.

Par contre, avec certains pays, les relations se sont améliorées. C'est le cas avec la Russie, devenue depuis 2016 un partenaire important d'Ankara sur le plan économique énergétique et sur le plan politique, dans le cadre de la coopération anti-terroriste. De même avec Israël, la Turquie a été le premier pays à population majoritairement musulmane à le reconnaître en tant qu'Etat dès 1948. Aujourd'hui, les relations entre les deux pays sont complexes, compte tenu de divergences persistantes sur le conflit israélo palestinien. Avec l'Irak, les relations se sont améliorées depuis 2017 et les perspectives d'une coopération économique contribuent à les conforter. Par contre, avec la Syrie, les relations sont complexes. Suite à la répression de manifestations en Syrie et le soutien turc à des groupes d'opposition, Ankara va rompre ses relations avec Damas. Mais depuis le lancement /le 24 août 2016/ de l'opération « bouclier de l'Euphrate » Ankara est de retour en Syrie. Et l'amélioration des relations avec la Russie ne peut qu'améliorer les relations avec la Syrie. Quand on sait que la Turquie accueille sur son territoire 3,5 millions de ressortissants syriens, Syrie et Turquie sont condamnées à s'entendre. Restent les relations avec l'Union européenne. Elles ont connu des fortunes diverses depuis 1996, date d'entrée de la Turquie dans une union douanière avec l'UE. Reconnue comme pays candidat en 1999, les négociations se sont ouvertes depuis 2005,

connaissant des temps forts où on semblait proche d'un accord, et des temps faibles où on s'en éloignait. Ces derniers mois, les propos tenus par le président Erdogan à l'encontre d'un grand nombre de dirigeants européens n'ont guère contribué à les améliorer.

Données démographiques, ensuite. Avec plus de 83 millions d'habitants, la Turquie est le plus peuplé de tous les pays européens, même si près de 80% de cette population se trouve en Asie. Ces données ne prennent pas en compte les 2-3 millions de réfugiés syriens. La croissance démographique y est très supérieure à celle des autres pays européens, conséquence d'un taux de fécondité très élevé, de l'ordre des enfants par famille, à comparer avec les 1,2 celui de l'Union européenne. L'espérance de vie en 2019 est en moyenne de 78,3 années, plus comme partout pour les femmes/81 ans/ plus faible pour les hommes /75,6 années/. Avec une population jeune estimée à 13 millions, 15-16% de la population totale de la tranche des 15-25 ans, la Turquie a une population jeune 50% plus importante que celle de l'Union européenne, de l'ordre de 10%.

Données économiques générales, enfin. En 2020, le PIB de la Turquie est de 717 milliards de dollars US, soit un PIB par habitant de plus de 9100 dollars US. Le secteur le plus important est celui des services, de l'ordre de 65% de l'activité, suivi de celui de l'industrie, de l'ordre de 28 %, et de l'agriculture de l'ordre de 7%. Pays semi industriel où l'agriculture a toujours une contribution importante au PIB /de l'ordre de 10% /, dont les services sont les contributeurs les plus importants avec une contribution de l'ordre de 64%. En 2018, avant la pandémie Covid-19, la Turquie était la seconde puissance économique du Moyen Orient, devant l'Iran et derrière l'Arabie saoudite. En Europe, on la retrouve au septième rang, et au niveau mondial au dix neuvième rang, ce qui lui vaut d'être membre du G20. Pays connu, aussi, pour l'importance de son économie informelle, la qualité d'une main-d'œuvre, jeune et instruite, son secteur manufacturier qui s'est bien développé ces dernières années. Toutes ces données sont importantes pour mieux comprendre l'évolution économique du pays et ses enjeux.

La première partie de cette étude est consacrée à la période 1960-2020. Longue période de 60 où ont été privilégiés deux indicateurs majeurs : la croissance et l'inflation. L'évolution du taux de croissance et du taux d'inflation sur ces soixante années mettent très

clairement en évidence un avant Erdogan /1960-2003 / et un après Erdogan à partir du moment où il devient Premier ministre/2003/ , puis président de la république en 2014(I).

Ce qui nous conduit, ensuite, à analyser dans le détail l'évolution de l'économie turque sous sa présidence, de 2014 à 2020. Pour cela, outre le taux de croissance et le taux d'inflation, ont été pris en compte le taux de chômage, le taux d'endettement, le déficit budgétaire, le solde courant du pays sur la période 2014-2020. Cette période montre la complexité de l'économie d'un pays, complexité qu'expriment deux notes attribuées par les agences de notation : A4 pour son environnement des affaires et C pour son évaluation des risques/source COFACE /.

L'évolution des taux de croissance et des taux d'inflation de la Turquie de 1960 à 2020 : un avant Erdogan /1960-2003/ et un après Erdogan à partir de 2003

A- Des taux de croissance en « dents de scie », allant de -5,7% à 11,7 % entre 1961-2020

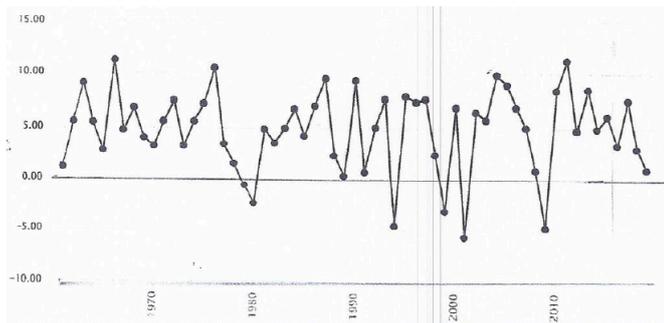
1- Données retenues

Le tableau 1 et le graphique 1 ci-dessous regroupent les données statistiques proposées par la Banque mondiale et sa traduction graphique.

Tableau 1 :taux de croissance de la Turquie entre 1961 et 2020. Source:Banque mondiale.

1961	1,1	1971	5,5	1981	4,8	1991	0,7	2001	-5,7	2011	11,2
1962	5,5	1972	7,4	1982	3,5	1992	5,0	2002	6,4	2012	4,7
1963	9,0	1973	3,4	1983	4,9	1993	7,6	2003	5,7	2013	8,4
1964	5,4	1974	5,5	1984	6,7	1994	-4,6	2004	9,7	2014	4,9
1965	2,8	1975	7,1	1985	6,7	1995	7,8	2005	8,9	2015	6,0
1966	11,2	1976	10,4	1986	7,0	1996	7,3	2006	6,9	2016	3,3
1967	4,7	1977	3,4	1987	9,4	1997	7,5	2007	5,0	2017	7,5
1968	6,7	1978	1,5	1988	2,3	1998	2,4	2008	0,8	2018	2,9
1969	4,0	1979	-0,6	1989	0,2	1999	-3,2	2009	-4,8	2019	0,9
1970	3,2	1980	-2,4	1990	9,2	2000	6,9	2010	8,4	2020	0,5

Graphique 1: évolution des taux de croissance de la Turquie / 1961 et 2020. Banque mondiale.



2- Trois périodes homogènes

L'analyse du graphique 1 montre un mouvement général en « dents de scie » alternant des taux de croissance élevés et des taux de croissance faibles, parfois négatifs, avec trois périodes :

- celle où les taux de croissance sont toujours positifs, de 1961 à 1978.
- celle où la croissance alterne le positif et le négatif entre 1979 et 2009.
- celle, enfin, du retour à des taux de croissance toujours positifs, sur la période 2010-2020.

a- Des taux de croissance toujours positifs entre 1961 et 1978

Pendant 18 ans, la Turquie connaît une période de croissance très irrégulière, mais toujours positive, comprise entre 1,1% et 11,2%. Cette période illustre parfaitement ce que nous avons appelé mouvement en dents de scie, avec son taux le plus bas en 1961/1,15% de croissance /, rebondissant très rapidement en 1963 à 9%, redescendant dès 1965 à 2,8%, pour rebondir immédiatement à 11,2%/pic le plus élevé de la période / en 1966, chutant de nouveau l'année suivante à 4,7% etc

b- Des taux de croissance positifs et négatifs, compris entre - 5,7% et 9,7% entre 1979 et 2009

Longue de 31 ans, cette période est la seule des trois à connaître à des taux de croissance négatifs, et ce à cinq reprises: en 1979/- 0,6% ,en 1980/- 2,4%/ , en 1994 /- 3,2%/ et en 2001/-5,7% / . Quant aux 26 autres années,12 vont connaître un taux de croissance positif inférieur à

5% ,14 un taux de croissance égal ou supérieur à 5% , avec un pic record pour cette période égal à 9,7% en 2004. Globalement, cette période vérifie un taux de croissance « Stop and Go, avec des taux de croissance négatifs, ce qui la distingue de la période précédente.

c- Retour à une croissance positive, irrégulière depuis 2010

Depuis 2010, la croissance est supérieure ou égale à 2,9% : en 2010 /8,4%/ , en 2011/11,2%/ ,en 2012/4,7%/ , en 2013 /8,4%/ ,en 2014/4,9% / , en 2015 /6% / , en 2016/3,3%/ , en 2017/7,6% / , et en 2018/2,9% / . Deux exceptions, les deux années Covid-19 de 2019 /0,9%/ et de 2020 /0,5% / . Cette période est celle de la fin du premier mandat présidentiel d 'Erdogan /2018/et celle du début de son second mandat. C'est celle aussi de la crise de la Covid-19. C'est pourquoi les résultats de 2019 et de 2020 / seul pays européen à connaître en 2020 une croissance positive/sont à souligner. De même, il faut insister sur un autre point important, à savoir que le ralentissement de la croissance turque commence dès 2018, soit avant la crise sanitaire.

Entre 1961 et 2020, le taux de croissance de la Turquie connaît des fortunes diverses. Mais globalement, à partir de 2003, arrivée d'Erdogan aux affaires comme Premier ministre, l'économie du pays se redresse de façon spectaculaire, faisant preuve de résilience lors de deux crises majeures, celle financière de 2008-2009 et celle de la Covid-19, conservant malgré cette dernière un taux de croissance légèrement positif. Il y a incontestablement, si on s'en tient à l'évolution du taux de croissance du pays depuis le début du vingt et unième siècle, un avant et un après Erdogan, qu'il nous faudra étudier dans le détail.

B- Des taux d'inflation très irréguliers, allant de 1,1% à 105% entre 1960 et 2020

1. Données retenues.

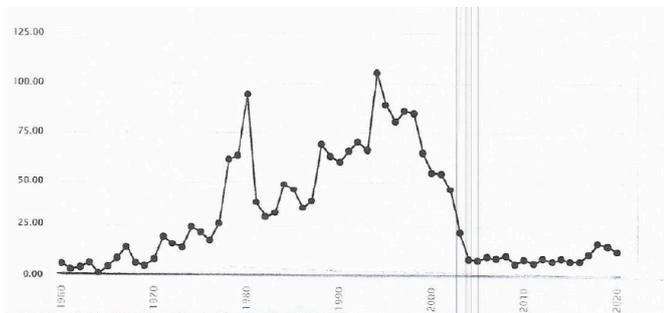
Ce sont celles de la Banque mondiale, avec une inflation qui s'identifie à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Le tableau 2 regroupe ces données, le graphique 2 la traduction graphique de cette évolution.

Tableau 2 : taux d'inflation annuel de la Turquie entre 1960 et 2020.

1960	5,6	1970	7,9	1980	94,2	1990	60,3	2000	54,9	2010	8,6	2020	15,6
1961	3,1	1971	19,0	1981	37,6	1991	65,9	2001	54,4	2011	6,4		
1962	3,8	1972	15,4	1982	29,1	1992	70,0	2002	44,9	2012	8,8		
1963	6,3	1973	13,9	1983	31,3	1993	66,0	2003	21,6	2013	7,4		
1964	1,1	1974	23,8	1984	48,3	1994	105,2	2004	8,5	2014	8,8		
1965	4,5	1975	21,2	1985	44,9	1995	89,1	2005	8,1	2015	7,6		
1966	8,4	1976	17,4	1986	34,6	1996	80,4	2006	9,5	2016	7,7		
1967	13,9	1977	25,9	1987	38,8	1997	85,6	2007	8,7	2017	11,1		
1968	6,0	1978	61,8	1988	68,8	1998	84,6	2008	10,4	2018	16,3		
1969	4,9	1979	63,5	1989	63,2	1999	64,8	2009	6,2	2019	15,2		

Source:Banque mondiale.

Graphique 2:évolution des taux d'inflation de la Turquie entre 1960 et 2020



Source: Banque mondiale

2-Trois périodes homogènes

a- 1960-1970:le taux moyen d'inflation le plus faible

Durant la période 1960-1970 sur onze années dix connaissent un taux d'inflation à un chiffre, compris entre 1,1%/1964 / et 8,4 /1966/, dépassant les 10% en 1967, avec un pic d'inflation à 13,9%. Avec un taux moyen annuel de 6% , cette période connaît le taux d'inflation le plus faible des trois périodes identifiées, cette période étant aussi la plus courte des trois /onze ans. Enfin, cette période est aussi celle qui, à trois reprises, connaît des taux d'inflation, inférieurs à 4%/1,1 en 1964,3,1 en 1961, 3,8 en 1962 /, taux les plus bas observés sur toute la période 1961-2020.

b-1971-2003, période de tous les records: période la plus longue / 33 ans/ et taux d'inflation moyen sur la période le plus élevé, dépassant 55% !

1971-2003 est une période « horribilis » en matière d'inflation, avec des taux d'inflation à deux et trois chiffres, inférieurs à 25% seulement à sept reprises /1971,1972,1973,1974,1975 ,1976 et 2003.

A l'inverse, ces mêmes taux d'inflation vont dépasser les 50 % à dix-huit reprises:1978 ,1979,1980 1988, 1989, 1990 ,1991 ,1992 ,1993, 1994 ,1995 1996 ,1997, 1998, 1999 ,2000 ,2001 et 2003.Enfin il faut souligner les taux record de1980/94%/ ,de 1994 /105%/ ,de 1995 /89%/ ,de 1997 /85%/ et de 1998/84%/ En dépassant les 55% d'inflation moyenne annuelle sur une période longue de plus de trois décennies, donnant plus de force et de signification à ces résultats, on comprend pourquoi cela devait changer. Et cela va changer radicalement dès 2003 avec la nomination d'un nouveau premier ministre /Recep Tayyip Erdogan/ qui va devenir président de la république en août 2014, réélu en 2018.

c- 2004-2020:retour à un taux d'inflation moyen inférieur à 10 %

De 2003 à 2016, le taux d'inflation de la Turquie évolue à un rythme annuel de 8,2%, durant treize années au cours desquelles le taux d'inflation ne dépasse les 10% qu'une seule fois en 2008. Les quatre années qui suivent sont celles du retour à un taux d'inflation régulièrement à deux chiffres, pour un taux moyen de 14,8 % sur la période 2017-2021. Un premier constat: la période 2008-2020 est celle de deux crises: la crise financière de 2008-2009 et la crise de la Covid-19 de 2019-2020. Dans les deux cas, cela semble n'avoir guère influencé l'évolution des taux d'inflation. Ainsi le retour d'un taux à deux chiffres commence dès 2017, atteignant son pic le plus élevé de toute la période en 2018, une année avant la crise de la Covid-19.

L'évolution des taux d'inflation sur l'ensemble de la période /1960-2020/ confirme, comme pour l'évolution des taux de croissance observée sur la même période, qu'il y a bien un avant et un après Erdogan. La période 2004-2020 est celle d'un Erdogan successivement premier ministre, puis président de la République. Les résultats observés durant ses mandats, dans le domaine de la croissance et de l'inflation, sont incontestablement, et, de loin, les meilleurs de la période 1960-2020. Analysons maintenant dans le détail l'évolution de la situation économique de la Turquie depuis 2014, date à laquelle il accède à la présidence de la république Turquie.

Des indicateurs macroéconomiques, exception faite de l'inflation, souvent performants sur la période 2014-2020, si on les compare aux normes européennes ou internationales. Une descente aux enfers de la monnaie nationale à partir de 2013, et des taux d'inflation de l'ordre de 15% et plus à partir de 2018.

L'économie turque connaît jusqu'en 2017 des résultats globalement satisfaisants si on les compare aux standards internationaux ou européens, connaissant une dégradation à partir de 2018, qui se confirme, sans s'amplifier malgré la Covid-19, en 2019 et 2020(A). Mais cette période est aussi marquée par la descente aux enfers de la livre Turque, conséquence assumée de la mise à disposition d'un crédit abondant et bon marché, qui va permettre d'éviter la récession (B).

A- Des indicateurs macroéconomiques globalement satisfaisants jusqu'en 2017, qui se dégradent régulièrement à partir de 2018

1. Six indicateurs économiques retenus : taux de croissance, taux d'inflation, taux de chômage, dette publique, déficit budgétaire et solde de la balance courante

Le choix d'un indicateur est toujours la conséquence d'un arbitrage entre ceux incontournables, comme le taux de croissance et le taux d'inflation, et ceux qui concernent un aspect particulier de l'économie d'un pays, comme les retombées de la croissance sur l'emploi /taux de chômage/, comme la situation budgétaire du pays/ endettement et déficit budgétaire, ou encore le solde de ses flux monétaires liés aux échanges internationaux./ solde courant/ .

Dans le cadre de cette étude, six indicateurs ont été privilégiés. Outre donc l'évolution du taux de croissance

et du taux d'inflation, nous avons analysé l'évolution du taux de chômage, de la dette publique, du déficit budgétaire et du solde de la balance courante. Et ce sur la période 2014 - 2020. Pour chaque indicateur, la donnée statistique exprime un %. Pour la dette publique, c'est son % par rapport au PI, même chose pour le déficit budgétaire et le solde de la balance des paiements/ solde courant/. Le tableau 3, ci-dessous, regroupe ces différentes données.

Tableau 3: évolution du taux de croissance, du taux d'inflation, du taux de chômage de la dette publique, du solde courant de la balance des paiements et du déficit budgétaire sur la période 2014-2020.

Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux de croissance	4,9	6,0	3,3	7,5	2,9	0,9	0,5
Taux d'inflation	8,8	7,6	7,7	11,1	16,3	15,7	15,6
Taux de chômage	9,9	10,3	10,9	10,9	11,0	13,7	12,5
Dette publique	28,7	27,6	28,3	28,3	30,1	32,6	36,6
Solde courant	-4,1	-3,1	-3,1	-4,7	-2,7	-0,8	-4,7
Déficit budgétaire	-1,4	-1,0	-1,0	-3,0	-2,0	-2,9	-3,7

Source: Banque mondiale, OCDE, Institut turc des statistiques

2. Des indicateurs qui évoluent de façon contrastée selon la nature de l'Indicateur et selon la période retenue, a vant ou après la Covid-19

a- une croissance dépassant en moyenne annuelle 5,4% entre 2014-2017, qui se ralentit en 2018, toujours positive en 2019 et 2020

De 2014 à 2017, la croissance moyenne de la Turquie évolue à un rythme annuel moyen de 5,4%, marquant un léger recul par rapport à la décennie précédente 2004-2013, estimé à partir du tableau 1 à 5,92% . Compte tenu que la plupart des experts considéraient comme excellents ces résultats 2014-2013, ceux de la période 2014 -2017 ne le sont pas moins, consolidant la croissance du pays à plus de 5,4 en moyenne annuelle sur la période. Sur la période 2014-2017, le ralentissement observé en 2016 s'explique en partie par la tentative avortée d'un coup d'État pour renverser le régime Erdogan et la répression qui va suivre, entamant sérieusement la confiance des investisseurs internationaux. Le rebond quasi immédiat qui va suivre, avec un taux de croissance de 7,5%, montre que cette perte de confiance ne sera que passagère.

L'année 2018 est celle qui annonce la résilience de l'économie turque, confrontée à la dégradation de la notation de la Turquie par deux agences de notation reconnues: Standard and Poor's et Moody's. C'est celle aussi qui précède la crise de la Covid-19. Aussi, malgré cet environnement peu favorable à la croissance, les 2,9 % obtenus en 2018 témoignent de cette résilience annoncée de l'économie turque, confirmée encore par une croissance, certes modeste, mais toujours positive en 2019 et 2020, en pleine crise de la Covid-19. A souligner que la Turquie est un des rares pays à connaître un taux de croissance positif en 2020, le seul européen à l'avoir obtenu (1).

(1) La Banque mondiale l'estime à 0,5%, le FMI à 1,2%.

b- Un maillon faible, le taux d'inflation, en moyenne annuelle /2014-2017 / de 8,8%, qui double à partir de 2018

Concernant les résultats obtenus en matière d'inflation sous la présidence de Recep Tayyip Erdogan, on peut en faire deux lectures très différentes:

- une comparant les résultats obtenus à ceux de l'Union européenne, par exemple, conduisant à les considérer comme insuffisants, voire très insuffisants ;
- une prenant en compte les taux d'inflation observés au cours des décennies précédentes.

C'est cette dernière que nous avons retenu ici, en se rappelant que le taux d'inflation moyen observé entre 1971 et 2003 /plus de 55% en moyenne annuelle. C'est pourquoi, les résultats obtenus sous l'ère Erdogan/ Premier ministre, puis président de la République/ avec moins de 10% en moyenne depuis 2004, peuvent être considérés comme très corrects dans le contexte turc. Entre 2014 et 2018, en moyenne annuelle toujours, ce taux est même sous la barre des 9% /8,8% / . Les résultats observés entre 2018 et 2020, 15,7 % d'inflation en rythme annuel, confirment cependant que l'inflation reste le maillon faible de l'économie, même si cette accélération brutale est la conséquence d'un choix politique prenant racine dès 2017, s'amplifiant à partir de 2019. Ce choix est d'avoir privilégié, en soutien à l'économie, la mise à disposition d'un crédit abondant et peu coûteux et non les mesures de relance budgétaire habituelles. Le doublement du taux d'inflation est donc ce que l'on pourrait appeler le « quoi qu'il en coûte turc ». Ce sera une des priorités présidentielles que de le

réduire dans les meilleurs délais à partir de 2021.

c- Untaux de chômage en moyenne annuelle/2014-2017/ égale à 11,3%

En 2011, le taux de chômage de la Turquie était de 9,1%, reculant à 8,4% en 2012 et remontant à 9% en 2013. Depuis 2014, il progresse régulièrement: 9,9% en 2014, 10,3% en 2015, 10,9% en 2016 et 2017, atteignant un pic en 2019 à 13,7%, pour retomber à 12,5 % en 2020. De tous les indicateurs macroéconomiques de la Turquie, celui du chômage n'est pas le plus performant, en comparaison internationale. Notons, cependant, qu'il évolue sensiblement au même rythme que le taux de croissance, montrant une certaine résilience à 11-11,5 %. Plus inquiétant, 25% des jeunes de moins de 25 ans sont au chômage en 2020.

d- Un déficit budgétaire annuel faible, en moyenne de 2,1%

Sur la période 2014-2016, le déficit budgétaire de la Turquie évolue entre -1% / 2015/ et - 3,7% en 2020. Soit sur la période 2014-2020 une moyenne de 2,12 %. Même le pic de 2020 à 3,7%, en pleine Covid-19, ferait beaucoup d'heureux au sein des pays de l'Union européenne. Pareil résultat traduit une réalité, celle de la modestie du recours à la relance budgétaire en toute circonstance, y compris dans le cadre de la pandémie Covid-19, lui préférant des actions axées sur le crédit.

e- Un endettement public compris entre 27,6% et 36,6% du PIB

L'endettement public et son évolution confirment les tendances observées avec le déficit budgétaire et son évolution. Compris entre 27,6% et 36,6%, soit une moyenne annuelle de 30,3%, l'un des plus faibles de la Communauté européenne. Tel n'est pas le cas de l'endettement privé qui atteint 95% du PIB fin 2020. A titre de comparaison, cet endettement privé n'était que 29,9 % du PIB en 2007.

La réduction de l'endettement public turc commence dès 2002, année où il représentait 74% du PIB, se stabilisant aux alentours de 28-30 % du PIB entre 2014 et 2018, pour redémarrer en 2019 et atteindre un pic record en 2020 à 36,6 du PIB. Cette progression est cependant modeste et confirme ce que nous disions déjà, à savoir que le soutien à l'économie durant la Covid-19 n'a pas été prioritairement d'ordre budgétaire.

f- Un solde courant déficitaire en dents de scie, allant de – 0,8% à -4,7% du PIB

En 2014, le solde courant est de -4,1% du PIB. Il va s'améliorer en 2015 et 2016, stabilisé pour ces deux années à -3,1% du PIB. En 2017, il atteint pour la première fois les -4,7, pour rebondir l'année suivante à -2,7, puis en 2019 à -0,8 %. En 2020, il retrouve son niveau de 2017 à -4,7%. Sur cette période, le solde courant de la Turquie connaît donc des hauts et des bas, avec cependant un solde courant toujours déficitaire, se rapprochant de l'équilibre seulement 2019. On peut donc conclure à une position extérieure du pays faible et fragile. Faible parce qu'elle connaît cinq années sur les sept de la période un solde courant déficitaire égal ou supérieur à 3,1%. Fragile parce que l'évolution de ce solde courant est une véritable montagne russe, incapable de dégager une tendance générale. Seule certitude fin 2020, le poids du service de la dette extérieure reste supérieur au seuil critique de la valeur de 25% des exportations de biens et services.

Depuis 2014 et jusqu'en 2018, sous la présidence Erdogan, l'économie turque a continué à suivre globalement la voie tracée sous l'autorité de Tayyip Erdogan premier ministre :taux de croissance en moyenne annuelle de l'ordre de 5%, taux d'inflation en moyenne annuelle inférieur à 10%, taux de chômage stable à un niveau élevé autour de 10%, solde courant déficitaire autour de 4% du PIB, dette publique remarquablement stable autour de 28 % du PIB, avec un déficit budgétaire annuel modeste le plus souvent inférieur à 1,5% du PIB. Ces résultats confortent ceux obtenus depuis 2003, mettant aussi en évidence deux maillons faibles de l'économie du pays: un taux de chômage élevé et une inflation significative, même si elle n'a rien à voir avec celle des décennies antérieures.

A partir de 2018, avant la crise de la Covid-19, la situation se dégrade, dégradation que ne va pas accentuer la pandémie. La croissance ralentit, l'inflation repart à la hausse de façon inquiétante. Même constat pour le chômage. Seuls les indicateurs budgétaires et le solde de la balance courante sont épargnés par cette dégradation. La bonne tenue des indicateurs budgétaires et, à un degré moindre, des indicateurs de croissance, est la conséquence assumée d'un soutien à l'économie à partir d'une libéralisation du crédit, avec la mise à disposition

d'un crédit abondant et peu coûteux. Cela va permettre à l'économie du pays d'être résiliente malgré la pandémie. Mais à quel prix ? Le pouvoir d'achat de la population se réduit et le cours de la monnaie nationale s'effondre par rapport au dollar et davantage encore par rapport à l'euro. Ce sont ces effets pervers, rendant très incertaines les perspectives économiques du pays pour 2021 et 2022, qu'il nous faut maintenant analyser.

B- une politique monétaire ultra libérale, entraînant le retour de l'inflation et l'effondrement du taux de change de la monnaie nationale, avec les effets pervers habituels.

Sur 193 pays suivis par la Banque mondiale, seulement 26 ont affiché une croissance positive en 2020. Parmi ces pays, la Turquie dont la consommation des ménages va contribuer aux deux tiers de la croissance du dernier trimestre 2020. Certes efficace, si on s'en tient au seul soutien de l'économie du pays, la politique mise en place a, en contrepartie, un coût très élevé avec un taux d'inflation parmi les plus élevés des grands pays/plus de 15% en moyenne en 2018, 2019 et 2020 /, et une monnaie nationale dont le cours par rapport au dollar est divisé par 4 depuis 2013.

1- Une inflation résultant d'une double conjonction: une surconsommation des ménages victime de l'illusion monétaire, une politique volontariste imposant à la Banque centrale des taux d'intérêt généralement inférieurs à l'inflation.

*- Une surconsommation des ménages victime de l'illusion monétaire

Depuis des décennies, Turquie et inflation sont indissociables, avec un taux d'inflation qui n'est jamais passé sous la barre des 5%. Cinq pour cent, c'était le niveau souhaité pour le taux d'inflation par les dirigeants turcs dans les années 2020. On a vu ce qu'il en est advenu. Cette inflation va permettre aux salaires d'augmenter. En nominal, de plus de 8 % en moyenne de 2014 à 2017, et de plus de 12% à partir de 2018. Mais augmenter en nominal ne signifie pas augmenter en réel, sauf si l'augmentation des salaires est celle du taux d'inflation.

Cela est rarement le cas lorsque les taux d'inflation sont élevés, supérieurs à 5%, par exemple. Cela n'a donc pas été le cas en Turquie. La théorie nous rappelle alors fort utilement que dans cette situation, le consommateur victime de l'illusion monétaire va sur-consommer par rapport à un revenu nominal qui est inférieur à son revenu réel; ce qui est bien sûr favorable à la croissance mais aussi à l'inflation. Et dans le cas présent, ce même consommateur turc va bénéficier d'un crédit bon marché, sur instruction directe de la présidence, imposée à la Banque centrale. Pas étonnant, alors, que l'endettement privé explose, atteignant 95 % fin 2020 et que la consommation suive.

*-Des taux d'intérêt très souvent inférieur au taux d'inflation, expliquant une accélération de l'endettement privé, en soutien à la consommation

-Le tableau (4) ci-dessous retrace l'évolution des taux d'intérêt de la Banque centrale et des taux d'inflation de la Turquie de 2013 à 2020

Tableau 4 : taux d'intérêt de la banque centrale turque et taux d'inflation de la Turquie entre 2013 et 2020

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux d'intérêt	4,5	9,3	7,6	8,0	8,0	24,0	15,5	8,0
Taux d'inflation	7,4	8,8	7,6	7,7	11,1	16,3	15,7	15,6

La lecture de ce tableau est sans appel. En 2013, 2015, 2017, 2019 et 2020, le taux d'inflation est toujours supérieur ou égal au taux d'intérêt. Egal en 2015 ; supérieur en 2017 et en 2019, très supérieur en 2013 et 2020. Seules exceptions, 2014 et 2016, où il est légèrement inférieur, et 2018 où il est de 7,7 points supérieur au taux d'inflation, conséquence d'une liberté retrouvée de la banque centrale, autorisée à augmenter massivement le loyer de l'argent pour essayer de freiner, sans succès, la chute abyssale de la livre turque. Mais dès 2019, cette exception prend fin. Sur la période, le taux moyen d'inflation est de 11,2, celui du taux monétaire de 7,9 %.

Le soutien à l'économie, privilégiant la demande et non l'offre, est le propre d'une politique monétaire libérale. Cela va permettre au pays d'échapper à la récession, mais en confortant, puis en amplifiant une inflation qui s'accélère puis explose à partir de 2017, entraînant l'effondrement de la monnaie nationale

et le changement successif de deux gouverneurs de sa banque centrale, en moins d'un an. Gouverneurs contraints d'assister, sans pouvoir intervenir, à l'effondrement d'une monnaie nationale qu'ils étaient supposés défendre.

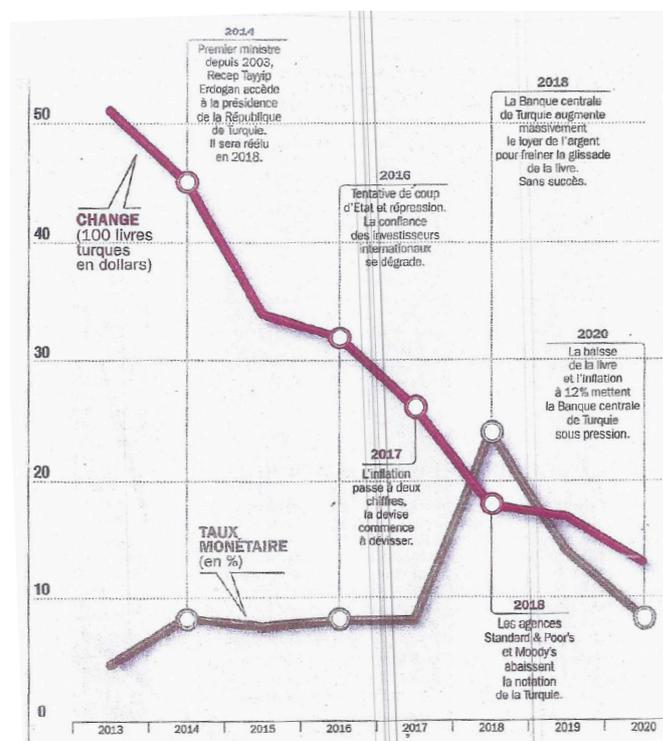
2- Une monnaie nationale qui s'effondre

L'érosion de la livre turque est constante depuis 2013, ne connaissant pas une seule année de hausse entre 2013 et 2020, avec un cours divisé par quatre durant cette période. Les raisons de cet effondrement sont principalement d'ordres monétaire et politique.

a- Un effondrement conséquence d'une politique monétaire ultra libérale

L'évolution comparée des cours de la livre turque et du taux monétaire de la Banque centrale sur la période 2013-2020 /graphique (3) ci-dessous /est particulièrement instructif.

Graphique (3) évolution des cours de la livre turque en dollar américain et du taux monétaire de la Banque centrale turque entre 2013 et 2020.



Source: FMI

Morningstar :Challenges du 5 novembre 2020.

L'analyse de ce graphique confirme la descente aux enfers de la monnaie nationale, avec une convertibilité 100 livres turques/dollars supérieure à 50 dollars début 2013, aux alentours de 12-13 dollars fin 2020. Soit un cours divisé par quatre sans que cela entraîne, exception faite de 2018 et de 2019, une évolution des taux d'intérêt, toujours inférieurs à 10%. Cette baisse continue est la conséquence de l'augmentation de la dette publique et plus encore de la dette privée, et du creusement du déficit extérieur courant qui en résulte. Conformément à ce qu'enseigne la théorie économique.

Mais ce graphique montre aussi que l'inflation peut être à la fois l'ami et l'ennemi de l'économie d'un pays. Dans un pays comme la Turquie, habituée depuis 2003 à concilier développement et inflation, comprise entre 8 et 10%, elle apparaît lorsqu'elle est maintenue dans cette fourchette comme l'ami, le carburant de son développement. Mais, dès l'instant où elle les dépasse, elle en devient un faux ami, pire encore un ennemi. Entre 2013 et 2017 la monnaie nationale se déprécie certes mais sans commune mesure avec celle qui s'installe dès 2017, lorsque cette inflation atteint de nouveau les deux chiffres. Et depuis 2017, la dépréciation va s'accélérer.

Cette accélération de la dépréciation est d'autant plus préoccupante pour le pays qu'elle intervient malgré l'intervention de la Banque centrale, autorisée, pour une fois, à augmenter massivement le loyer de l'argent pour essayer de l'éviter. L'augmentation du taux monétaire est spectaculaire, passant de 8% à 17,75%, puis à 24% en quelques mois. Pour autant, elle s'avère inefficace, ralentissant la chute seulement. Chute qui repart de plus belle jusqu'à la fin 2020.

b- Des choix politiques amplifiant la dépréciation

Lorsque la situation économique se dégrade, les politiques intérieure et étrangère permettent alors souvent, selon les circonstances, de le faire oublier. Dans ce domaine, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan n'échappe pas à la règle.

En 2016, une tentative de coup d'Etat a lieu le 5 juillet. Elle conduit à l'instauration d'un état d'urgence qui va durer deux ans, accompagné de purges au sein de l'appareil de l'Etat et dans les institutions publiques, n'épargnant pas la société civile et les secteurs économiques. Deux ans durant lesquels la confiance des investisseurs étrangers se dégrade, mettant l'économie du pays sous la pression des marchés financiers.

L'état d'urgence à peine terminé, Recep Tayyip Erdogan essaie alors de faire diverger à une situation économique qui continue de se dégrader et à une dépréciation de la livre turque qui s'ampifie. Pour cela, il va se livrer à des attaques contre le président français, qu'il estime « avoir besoin d'un traitement mental », et à l'encontre de certains dirigeants européens, accusés de fascisme et de nazisme. Pareils propos ne peuvent que discréditer celui qui les tient, mettant aussi à mal la confiance des investisseurs étrangers, sérieusement déjà ébranlée par l'état d'urgence. Aussi ce n'est pas vraiment une surprise de voir la livre turque décrocher de nouveau en 2018, malgré une augmentation exponentielle du taux monétaire, passant de 8% /début 2018/à 24%, fin 2018.

Et lorsque les agences de notation Standard/Poors et Moodys, fin 2018, décident d'abaisser la note de la Turquie cela passe presque inaperçu, les marchés financiers ayant sans doute déjà anticipé la situation réelle du pays. Par contre, cela va contribuer à affaiblir davantage la monnaie nationale.

L'ampleur de la dépréciation de la livre turque n'est donc pas d'origine strictement monétaire et financière. Le refus de la présidence d'assumer une politique monétaire orthodoxe, rompant la spirale inflationniste, est un choix assumé pour soutenir la demande intérieure. Pas sûr, par contre, que la descente aux enfers de la livre l'ait été. Preuve en est l'intervention tardive de la Banque centrale, en 2018, autorisée en vain comme rappelé, à multiplier par trois son taux monétaire. Les autres raisons évoquées ici accélérant la dépréciation, expliquent aussi son ampleur, avec des effets pervers qu'il nous faut maintenant analyser.

3- Des effets pervers conformes à la théorie

Ces effets pervers se retrouvent essentiellement dans un taux élevé d'inflation avec des retombées sur la vie quotidienne des populations, des difficultés accrues pour enrayer la dépréciation de la monnaie nationale, des comptes courants du pays et une dette publique de plus en plus vulnérable.

a- Une inflation persistante qui, en s'accéléralant, pénalise le quotidien des plus modestes

Le soutien à l'activité économique par la demande, à partir des taux d'intérêt les plus bas possibles, quel que soit le taux d'inflation, montre ici ses limites. Tout

d'abord, cette demande est elle-même inflationniste. Et en ouvrant les vannes du crédit pour la soutenir constatant, par exemple, au troisième trimestre 2020, que si la consommation des ménages a augmenté de 9% par rapport au troisième trimestre 2019, les importations vont augmenter de 16%. Compte tenu de la dépréciation de la livre par rapport au dollar et plus encore par rapport à l'euro, les produits importés pour répondre à cette demande sont donc mécaniquement de plus en plus chers pour les populations locales.

C'est ce que certains experts appellent le « choc inflationniste », qui peut se résumer de la façon suivante: lorsqu'une monnaie se déprécie régulièrement et fortement, ce qui est le cas en Turquie, qu'elle qu'en soit la cause elle génère une spirale inflationniste due essentiellement aux produits importés, facturés en dollar pour le pétrole ,et en dollar ou en euro pour les produits intermédiaires/finis et/ou semi-finis. Dans le cas de la Turquie, l'Union européenne demeure le premier partenaire commercial avec, en 2020, 37 % du volume total de ces échanges. Comme le dollar s'est déprécié par rapport à l'euro, dépréciation imposée par l'administration Trump pour soutenir ses exportations, la Turquie est victime d'une double peine : celle d'une dépréciation de sa monnaie en dollar et celle d'une dépréciation du dollar par rapport à l'euro. Pour les populations locales, sur les marchés locaux, les produits importés facturés en dollar augmentent donc au rythme de la dépréciation de la livre. Si la livre est divisée par trois, les prix locaux sont multipliés par 3. Et concernant les mêmes produits facturés en euro, la facture à payer est encore plus lourde ,pour les raisons rappelées.

Pas étonnant alors, avec un taux d'inflation en février à un niveau très élevé de 15,6%, que beaucoup s'inquiètent d'un retour du spectre de la pauvreté et d'une explosion sociale qu'il pourrait générer. Pas étonnant aussi que la présidence décide aujourd'hui de faire de la lutte contre l'inflation la priorité absolue des prochains mois. Reste à voir comment cela va se concrétiser et si cela sera compatible avec une autre priorité, celle d'assumer une croissance toujours attendue aux alentours de 4-5 %.

b- Une dépréciation de la livre turque peu sensible à la remontée des taux d'intérêt, dégradant les comptes courants du pays, rendant sa dette plus vulnérable

***Une dépréciation de la livre turque peu sensible à la remontée des taux d'intérêt**

Lundi 22 mars 2021, suite au limogeage du gouverneur de la banque centrale, le troisième en deux mois, la livre turque cède 9,5% par rapport au dollar, plongeant jusqu'à 16%, sur les marchés de change asiatiques. Depuis janvier 2020, la livre s'est dépréciée de 33% par rapport au dollar et de 42% par rapport à l'euro. Ceci est d'autant plus préoccupant que durant cette période les taux d'intérêt à 10 ans s'envolent, dépassant les 18 %. Notons que le gouverneur de la banque centrale avait été destitué, cinq mois après sa nomination, le vendredi 19. Conséquence sans doute du fort relèvement/200 points de base /du principal taux directeur de la banque centrale qu'il avait imposé. Une décision saluée par les marchés, conduisant le ministre des Finances à affirmer le 21 /jour même de la destitution du gouverneur /que le pays maintiendra un régime de change libre en dépit du nouveau plongeon de la monnaie nationale, jusqu'à ce qu'on arrive à une baisse durable du taux d'inflation.

Plusieurs conclusions à tirer de ce qui a été une journée noire pour l'économie du pays.

*Tout d'abord, l'impression que la présidence ne suit aucune règle. Et que bien sûr malgré le discours officiel, rien ne dit que le président Erdogan, ayant toujours exprimé son opposition à des taux élevés, leur préférant une croissance portée par des crédits bon marché, ait changé d'avis.

*A court et moyen termes, il faudra donc gérer simultanément inflation, effondrement de la livre turque et retour à la croissance, un triangle quasi impossible.

*A court terme, inflation et dépréciation de la monnaie nationale devraient donc continuer à cohabiter. Avec des taux d'inflation toujours entre 15 et 16%, la Turquie est de toutes les grandes économies du monde, celles du G20, le pays qui connaît le taux d'inflation le plus élevé, devant l'Argentine ! De toutes les devises, la plupart des experts considèrent que la livre turque est avec le réal brésilien une des devises émergentes les plus sous évaluées.

***Une dépréciation de la monnaie nationale qui plombe la balance des paiements du pays**

En 2020, le déficit de la balance courante progresse de 3,9 points, passant de -0,8 à -4,7. Si la dépréciation de la livre n'est pas la seule responsable de cette dégradation, elle y est cependant pour beaucoup. Premier constat tout d'abord, celui des échanges commerciaux, en

2020, au plus bas depuis 2016 avec 389 Mds de dollars US. Second constat, ensuite, celui d'une évolution simultanée des exportations, diminuant de 6,3%, et des importations progressant de 4,3 sur la même période. Ce qui montre pour le moins que la dépréciation de la livre n'a pas eu d'effet positif sur les exportations. Par contre, concernant les importations, le pays paye cash la facture, la double facture celle en dollar par exemple pour payer la facture pétrolière, celle facturée en euro pour payer l'essentiel des importations venant de l'Union européenne. Ce qui a conduit mécaniquement à une nouvelle diminution des réserves de la Banque centrale. Ajoutons à cela que beaucoup d'entreprises turques ayant choisi la dollarisation de leur dette, voulant se protéger de la dépréciation de la livre, ont largement emprunté en devises étrangères auprès des banques locales, avec les conséquences que l'on peut imaginer pour leur trésorerie, suite à la nouvelle dégringolade de la livre. La position extérieure de la Turquie reste faible, avec une dette qui reste supérieure à 25% de la valeur des exportations de biens et services.

Quelles perspectives fin 2021 et 2022 ? On distinguera celles qui pourraient améliorer la situation et celles qui, au contraire, au mieux risquent de ne pas l'améliorer, et au pire la dégrader davantage encore.

*Parmi celles qui pourraient contribuer à l'améliorer, il y a bien sûr la reprise de l'économie mondiale, dopant des exportations bénéficiant de la dépréciation de la livre. Il y a également la reprise des recettes touristiques, particulièrement malmenées en 2020, mais qui représentaient, avec 26 milliards de dollars, près de 3,5 % du PIB en 2019. Sur ce dernier point, tout dépendra de l'évolution de la pandémie. Enfin, il y a aussi beaucoup à espérer de la reprise de la croissance turque, attendue en 2021-2022 aux alentours de 5-6 %. Certains comme JP Morgan l'estime même à 6,8 %.

*Parmi les perspectives moins optimistes, on rappellera que la reprise de l'économie turque, c'est aussi l'augmentation des importations et en particulier augmentation de la facture énergétique. Autre interrogation, celle concernant l'inflation, sujet sensible s'il en est pour la Turquie. Elle pourrait rebondir au premier semestre 2021, conséquence de la hausse attendue des matières premières, pour, ensuite, retomber. Si cela se vérifie, ce serait un élément favorable pour éviter une nouvelle dépréciation de la livre, voire contribuer à son

appréciation. Ce qui serait un signal favorable pour les investisseurs internationaux.

***- Une dépréciation de la livre qui vulnérabilise la dette publique**

La dette publique turque, attendue à 36 % du PIB en 2021, comme nous l'avons constaté est faible sur la période si on prend en compte les normes internationales. Mais libellée, pour plus de la moitié, en devises étrangères, elle est totalement exposée aux risques de change, vulnérable, par les taux d'intérêt pratiqués et par les conditions de son refinancement éventuel.

*Le risque de change est la conséquence du choix fait par les autorités turques d'avoir laissé plonger la livre, faisant d'elle pas seulement une monnaie faible mais une monnaie sous-évaluée. Et mécaniquement, lorsque la livre est divisée par 4, même si l'endettement est toujours le même, en pourcentage du PIB, la qualité de la dette se détériore du fait que 60% de cette dette est libellé en devises étrangères, dollar et euro principalement, laissant planer des difficultés de remboursement.

*Le recours au refinancement de cette dette, inévitable à moyen terme par le fait que le président Erdogan exclut à ce jour toute intervention du FMI, se fera alors à des conditions de refinancement revues à la hausse, ayant accepté une hausse spectaculaire des taux d'intérêt pour enrayer la dépréciation abyssale de la monnaie nationale.

Les effets pervers rappelés ici s'inscrivent dans la logique théorique des conséquences des décisions prises en amont. Elles montrent la fragilité de l'économie turque, malgré une croissance positive en 2020. L'erreur serait d'imputer cette situation à la Covid-19. En effet, l'analyse de l'évolution des différents indicateurs retenus montre que la situation se dégrade dès 2018, soit un an avant le début de la pandémie. Certes, cette dernière n'a rien arrangé, mais on peut observer, toutes choses égales par ailleurs, qu'elle ne l'a pas impactée davantage que ce que l'on a pu observer dans grand nombre d'Etats. Le « quoi qu'il en coûte » turc a été d'ordre monétaire, privilégiant les crédits bon marché. Les deux prochaines années vont être déterminantes pour l'économie du pays avec un changement annoncé à 180 degrés et le retour officiel à une politique monétaire orthodoxe.

Conclusion générale

Forces et faiblesses de l'économie turque en 2021

Cette étude consacrée à l'économie de la Turquie, entre 1960 et 2020 a montré la forte dépendance de l'économie du pays des financements extérieurs, /IDE/, rappelons au passage, qu'ici, politique et économie sont difficilement dissociables depuis 2003, année de rupture avec les 43 années qui la précèdent. Jusqu'en 2017, le pays va connaître un essor économique incontestable. Les années 2018, 2019 et 2020 sont celles d'une économie contrastée, montrant des signes d'essoufflement avant la pandémie et une résilience incontestable depuis la pandémie.

Aujourd'hui, le pays dispose d'une main-d'oeuvre jeune et instruite, d'un tissu manufacturier développé et flexible, de perspectives de relance post Covid bonnes. La future élection présidentielle, si elle n'est pas anticipée, aura lieu en 2023. Pour les gagner, Erdogan sait parfaitement qu'il lui faudra obtenir des résultats significatifs en matières d'emploi et d'inflation. Comme toujours, l'arbitrage devra se faire entre le court et le long termes.

S'il se fait, en privilégiant le long terme, ce qui nous semble peu probable, cela conduirait à donner priorité à la maîtrise des dépenses budgétaires, réparties à la hausse ces derniers mois, et à la mise en place des réformes structurelles retardées, dont le pays a besoin. Réformes structurelles que le président Erdogan vient de confirmer comme étant désormais, avec la lutte contre l'inflation, ses priorités. Même si nous pensons que cet arbitrage serait le meilleur pour le pays, lui permettant de tourner la page définitivement des années difficiles qu'il vient de connaître, il a le grand inconvénient de ne pas avoir de résultats visibles à court terme. Pire encore, il risquerait dans un premier temps de peser négativement sur la croissance du pays, portée jusqu'à aujourd'hui par un crédit abondant et bon marché, incompatible avec cette option budgétaire.

C'est pourquoi nous pensons que cet arbitrage va privilégier l'option « court terme », jusqu'à l'élection présidentielle, revenant à une politique de croissance axée sur le crédit, qui a montré une efficacité certaine si on se contente de son approche statistique. Rappelons également que cette option a toujours été celle préférée et assumée par le président Erdogan. Ce qui aurait comme conséquence d'engager à minima les réformes structurelles du pays, dans des domaines très variés, comme : l'épargne, la compétitivité limitant par sa faiblesse l'afflux d'IDE, son système judiciaire, son marché du travail inflexible ...etc.

Cette étude consacrée à l'économie turque a montré que sur les soixante dernières années, le développement ne se réduit pas à un simple taux de croissance et que l'inflation demeure en Turquie un indicateur à surveiller. Les prévisions optimistes concernant la croissance du pays pour 2021, comprises entre 0,5 % et 1,2%, selon les sources, donnent raison à Erdogan dans ses choix politiques. Elles peuvent lui permettre de gagner les futures élections présidentielles, à une double condition: qu'elles se vérifient en 2021 et qu'elles se confirment en 2022.

À propos de l'auteur, Henri-Louis VEDIE

Docteur d'état es sciences économiques (Paris Dauphine) et diplômé d'études supérieures de droit (Paris I), Henri-Louis VEDIE est Professeur émérite (Groupe HEC Paris). Auteur d'une quinzaine d'ouvrages, dont les derniers ont été consacrés aux fonds souverains et à l'économie marocaine, d'une dizaine d'ouvrages collectifs, des dizaines d'articles, parfois en anglais, en espagnol et en arabe. Ces activités d'enseignement l'ont été principalement à HEC, mais l'ont conduit aussi à Moscou, à Varsovie, à Budapest, à Abou Dhabi, à Rabat... Henri-Louis VEDIE a été également Consultant au Conseil de l'Europe et membre de section au Conseil Economique et Social.

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

[Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

